

Réf : 270413

Construction d'une chaufferie biomasse
Rue du stade
70700 GY

Maître d'ouvrage :

SIED 70
20 Avenue des rives du Lac
70000 VAIVRE ET MONTAILLE
Tél : 03.84.77.00.04 – Fax : 03.84.77.00.01
c.chapelle@sied70.fr

Maître d'oeuvre:

Alain DRAPIER Architecte DPLG
90 Rue Carnot
70200 LURE
Tél : 03.84.30.24.28 – Fax : 03.84.30.24.27
adrapier@ad-architecte.com

Lot Thermique:

ENERGIE CONCEPT
16 Rue de la République
68040 INGERSHEIM
Tél : 03.89.27.02.71 – Fax : 03.89.27.10.43
Energie.concept@wanadoo.fr

Coordonnateur SPS :

BLONDEAU INGENIERIE
30 avenue Villarceau
25000 BESANCON
Tél : 03.81.81.48.49 – Fax : 03.81.81.32.00
jfplante@blondeau-ingenierie.com

Bureau de Contrôle :

DEKRA Industrial SAS
Agence Bourgogne Franche Comté
10 Rue de Lirenné
25480 ECOLE VALENTIN
Tél : 03.81.60.77.23 – Fax : 03.81.80.34.10
Emmanuel.grouillon@dekra.com

PLAN GENERAL DE COORDINATION
EN MATIERE DE SECURITE
ET DE PROTECTION DE LA SANTE

INDICE	DATE	MODIFICATIONS
0	22.01.2014	Etabli avant consultation des entreprises au vu des pièces écrites transmises par le maître d'œuvre.

Document comprenant : 18 pages.

Bureau d'études bâtiment/infrastructure - Coordination sécurité/santé - O.P.C.
30 avenue Villarceau, 25000 BESANCON. Tél : 03.81.81.48.49 - Fax : 03.81.81.32.00

SARL au capital de 160 000 €. SIRET : 39381660800029
blondeau.besancon@wanadoo.fr www.blondeau-ingenierie.com

SOMMAIRE

1. AVANT PROPOS

- 1.1 PGCSPS (Définition)
- 1.2 PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION
- 1.3 PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES
- 1.4 MISSION DU COORDONNATEUR

2. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

- 2.1 PRESENTATION DU PROJET
 - 2.1.1 *Adresse – Nom de l’opération*
 - 2.1.2 *Descriptif sommaire*
 - 2.1.3 *Délais*
- 2.2 INTERVENANTS
 - 2.2.1 *P.A.C. (participants à l’acte de construire)*
 - 2.2.2 *Organismes de prévention*
 - 2.2.3 *Concessionnaires*
- 2.3 LISTE DES LOTS
 - désignation des sous-traitants

3. ORGANISATION DES SECOURS

- 3.1 NUMEROS D’URGENCE
- 3.2 MOYENS D’APPEL DES SECOURS
- 3.3 PLANS D’ACCES ET D’EVACUATION
- 3.4 SECOURISTES
- 3.5 CONSIGNES INCENDIE
- 3.6 DISPOSITIONS PARTICULIERES LIEES AU SITE

4. ORGANISATION GENERALE

- 4.1 ACCES
 - 4.1.1 *Définitions*
 - 4.1.2 *Plan de circulation pour accéder au chantier, y compris signalisation d’accès*
 - 4.1.3 *Circulation des piétons*
- 4.2 CLOTURE
 - 4.2.1 *Position, type, portails (nbre), entretien, fermetures, signalisation, éclairage*
- 4.3 CONTROLE D’ACCES
 - 4.3.1 *Responsable (ouverture, fermeture...)*
 - 4.3.2 *Badges*
 - 4.3.3 *Conditions d’accès et d’accueil + signalisation*
- 4.4 CIRCULATIONS INTERIEURES
 - 4.4.1 *Circulations (VL, PL, Engins, Piétons)*
 - 4.4.2 *Parkings, stationnements*
 - 4.4.3 *Signalisation*
- 4.5 INSTALLATIONS DE CHANTIER
 - 4.5.1 *Cantonnement*
 - 4.5.2 *Branchements chantier*
 - 4.5.3 *Stockage*
 - 4.5.4 *Conditions d’enlèvement des déchets*
- 4.6 PLANNING PHASAGE
 - 4.6.1 *Planning contractuel*
 - 4.6.2 *Mode opératoire général*
 - 4.6.3 *Contraintes d’approvisionnement*
- 4.7 CONTRAINTES LIEES AU SITE
- 4.8 MANUTENTIONS ET APPROPOS
- 4.9 PROTECTIONS COLLECTIVES
 - 4.9.1 *Généralités*
- 4.10 PROTECTIONS INDIVIDUELLES

5. INTERFERENCES / COACTIVITES

5.1 GESTION DES ALEAS

5.2 SALUBRITE DU CHANTIER

6. DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR CORPS D'ETAT

7 PPSPS

1. AVANT PROPOS

1.1 PGCSPS (Définition)

Le plan général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence ou de la succession, des activités des différents intervenants sur le chantier. Il répond aux exigences de la loi 93-1418 du 31/12/93 et son décret du 26/12/94.

Il constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

1.2 PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

- éviter les risques ;
- évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- combattre les risques à la source ;
- adapter le travail à l'homme ;
- tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou par ce qui est moins dangereux ;
- planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants ;
- prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
- donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Obligation des entreprises :

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, est tenu de prendre toutes les dispositions pour assurer la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous les règlements de police, de voirie et autres.

Chaque représentant des entreprises sur le site, doit d'une part signer les observations du coordonnateur avec réponse éventuelle de leur part, d'autre part, respecter les directives du présent PGC.

Les PPSPS devront être établis et diffusés au coordonnateur 30 jours avant le début des travaux.

1.3 PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES

Décret du 20/03/1979	Formation à la sécurité
Décret du 03/09/1992	Manutention manuelle
Loi du 31/12/1993 n°93-1418	Chantiers temporaires et mobiles
Décret du 26/12/1994 n° 94-1159	Intégration de la sécurité et organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil
Loi du 31/12/1991 n° 91-1414	Equipements de travail, moyens de protection

Décrets 92-765

766

767

768

93-40

93-41

Circulaire D.R.T. du 22/09/1993 n° 93-22

Instruction D.R.T. du 18/03/93 n° 93-13

Dispositions Générales

Recommandations CRAM

Décret du 08/01/65

Décret du 14/11/88 (Electricité)

Décret n°2004-924 du 1^{er} septembre 2004 (échafaudage, cordes et échelles)

1.4 MISSION DU COORDONNATEUR

- Le Coordonnateur SPS doit informer le Maître de l’Ouvrage et le Maître d’œuvre sans délai et par tous moyens, de toute violation par les intervenants des mesures de coordination qu’il a définies dans le PGC parallèlement à son inscription dans le registre journal de la coordination de sécurité.
- En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d’un intervenant ou d’un tiers, le Coordonnateur SPS doit prendre ou faire prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.
- Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.
- La notification de ces arrêts est consignée au Registre Journal de la Coordination et une information est faite par fax au Maître de l’ouvrage et au Maître d’œuvre dans les 2 heures. Les reprises du travail sont décidées par le Maître d’ouvrage ou le Maître d’œuvre.
- Tout différent entre le Coordonnateur SPS et l’un des intervenants fera l’objet d’une ou plusieurs réunions de conciliation entre les intéressés.
- **En cas de désaccord, il est soumis à l’arbitrage du Maître de l’ouvrage.**
- Le Coordonnateur SPS a libre accès en toute heure et en tout lieu du chantier, y compris dans l’enceinte des installations de chantier des entreprises intervenantes à l’opération.
- Le Coordonnateur a autorité, dans le cadre de l’exercice de ses missions, pour convoquer tout intervenant notamment pour entretiens, réunions de travail, visites du chantier...

2 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

2.1 PRESENTATION DU PROJET

2.1.1 Adresse – Nom de l'opération

Rue du Stade – 70700 GY

2.1.2 Descriptif sommaire

Les travaux consistent :

En la construction d'une chaufferie biomasse pour le chauffage du collège – du gymnase et du futur pôle scolaire.

2.1.3 Délais

Un planning sera établi par le maître d'œuvre et remis aux entreprises.

2.2 INTERVENANTS

2.2.1 PAC (Participants à l'Acte de Construire)

Maître d'ouvrage :

SIED 70
20 Avenue des rives du Lac
70000 VAIVRE ET MONTAILLE
Tél : 03.84.77.00.04 – Fax : 03.84.77.00.01
c.chapelle@sied70.fr

Lot Thermique:

ENERGIE CONCEPT
16 Rue de la République
68040 INGERSHEIM
Tél : 03.89.27.02.71 – Fax : 03.89.27.10.43
Energie.concept@wanadoo.fr

Bureau de Contrôle :

DEKRA Industrial SAS
Agence Bourgogne Franche Comté
10 Rue de Lirenne
25480 ECOLE VALENTIN
Tél : 03.81.60.77.23 – Fax : 03.81.80.34.10
Emmanuel.grouillon@dekra.com

Maître d'oeuvre:

Alain DRAPIER Architecte DPLG
90 Rue Carnot
70200 LURE
Tél : 03.84.30.24.28 – Fax : 03.84.30.24.27
adrapier@ad-architecte.com

Coordonnateur SPS :

BLONDEAU INGENIERIE
30 avenue Villarceau
25000 BESANCON
Tél : 03.81.81.48.49 – Fax : 03.81.81.32.00
jfplante@blondeau-ingenierie.com

2.2.2 Organismes de prévention

Inspection du travail	Cité Administrative 70000 VESOUL	Tél : 03.84.96.80.00
CARSAT Bourgogne F.C	38 rue de Cracovie 21044 DIJON Cedex	Tél : 03.80.70.52.67 Fax : 03.80.70.51.73
OPPBTP	11 rue Alexandre Grosjean 25000 BESANCON	Tél : 03.81.88.05.90 Fax : 03.81.88.69.82
Médecine du travail	8 Rue Palissy 70000 VESOUL	Tél : 03.84.97.11.80 Fax : 03.84.97.11.86

2.2.3 Concessionnaires

Mairie de GY	1 Place de la Mairie 70700 GY	Tél : 03.84.32.85.28 Fax : 03.84.32.85.40
Service des eaux	Mairie de GY	Tél : 03.84.32.85.28 Fax : 03.84.32.85.40
Assainissement	Mairie de GY	Tél : 03.84.32.85.28 Fax : 03.84.32.85.40
EDF		Tél : 0810.040.333
France Télécom	34 Rue Paul MOREL 70000 VESOUL	Tél : 0800.10.14.70 ou dépannage :0800.10.13.70
DRIRE	7 rue Léonard de Vinci 25000 BESANCON	Tél : 03.81.51.04.04

Nota : il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux (DICT, demandes d'arrêtés, autorisation concessionnaires)

2.3 LISTE DES LOTS

Lot 1 : Gros œuvre - VRD

Lot 2 : Charpente métal – bardage – couverture bac acier

Lot 3 : Etanchéité

Lot 4 : Serrurerie

Lot 5 optionnel: Menuiseries bois

Lot 6 : Génie thermique – Chaufferie biomasse

Désignation des sous-traitants

- **Les entreprises sous-traitantes** devront être agréées par le **Maître d'Ouvrage** dans les conditions prévues à l'article du C.C.A.P.
- Elles devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.)
- **Les entreprises sous-traitantes** devront obligatoirement avant toute intervention sur le site effectuer avec le **Coordinateur SPS une Inspection Commune** conformément à la Législation en vigueur.

Cas particulier :

- **Interventions ponctuelles**

Peuvent être considérées comme interventions ponctuelles l'utilisation de grues mobiles pour des périodes très courtes (déchargement ou déplacement de matériel/matériaux).

- Dans ces cas, le prestataire de service ou le fournisseur ne sont pas considérés comme des sous-traitants.

Suggestions d'intégration à l'ouvrage de moyens de prévention :

Les solutions proposées sont les suivantes :

Point d'ancrage en toiture position à définir avec l'entreprise d'étanchéité.

Barre d'échelle avec fourniture d'une échelle adaptée pour accès à la terrasse du silo.

Echelle à crinoline pour accès depuis le sol à la terrasse de la chaufferie.

3 ORGANISATION DES SECOURS

TOUT TEMOIN D'ACCIDENT DOIT

1 - S'ASSURER QU'IL N'Y A PLUS DE DANGER

2 - ALERTE UN SECOURISTE

Sous les instructions du secouriste

3 - PREVENIR LES SECOURS EN COMPOSANT LE **15** ET EN INDIQUANT :

- LE TYPE D'ACCIDENT (Chute de hauteur, brûlure, électrisation, etc...)
- LE NOM DE L'ENTREPRISE
- LE NUMERO DU POSTE D'APPEL :
- LE LIEU DE L'ACCIDENT :
- LE POINT DE RALLIEMENT :

NB : LE POINT DE RALLIEMENT EST FIXE

- LES RENSEIGNEMENTS SUR L'ETAT DE L'ACCIDENTE

4 - ENVOYER QUELQU'UN AU POINT DE RALLIEMENT POUR ACCUEILLIR LES SECOURS ET LES GUIDER JUSQU'AU LIEU DE L'ACCIDENT

CONSIGNES PARTICULIERES

- NE PAS COUPER LA COMMUNICATION AVEC LES SECOURS
ATTENDRE QUE VOTRE CORRESPONDANT RACCROCHE
- LAISSER QUELQU'UN AUPRES DU TELEPHONE POUR REpondre A UN EVENTUEL APPEL DES SECOURS JUSQU'A LEUR ARRIVEE.

4 ORGANISATION GENERALE

4.1 ACCES

4.1.1 Définitions

Chantier	Accès
Chaufferie Biomasse	Rue du stade – 70700 GY

Les entreprises devront exclusivement emprunter cet itinéraire d'accès.

Ces voies devront être entretenues pendant toute la durée des travaux de tous les corps d'état.

4.1.2 Plan de circulation pour accéder au chantier, y compris signalisation d'accès

La signalisation sera mise en place par le lot Gros œuvre-VRD, suivant la réglementation en vigueur.

Lors de la sortie des véhicules de chantier sur la voie publique ceux-ci doivent impérativement être exempts de boue. L'entretien de la voie publique reste à la charge du lot Gros œuvre VRD durant ses travaux.

4.1.3 Circulation des piétons

Une signalisation devra être maintenue durant la durée du chantier.

4.2 CLOTURE

4.2.1 Position, type, portails, (nbre), entretien, fermetures, signalisation, éclairage

- Le chantier sera totalement clôturé, par des barrières Type HERAS, sur poteaux et lisses horizontales et comprendra un portail à deux vantaux ouvrants de 4 mètres de largeur, avec serrure de sécurité, à la charge du lot gros œuvre, sur l'ensemble de la parcelle.
- L'entretien de ces clôtures et leur remise en état éventuelle est à la charge du lot Gros Œuvre.

4.3 CONTROLE D'ACCES

4.3.1 Responsable (ouverture, fermeture...)

A la charge du lot gros oeuvre.

Horaires de travail :

7h30 – 12h00

13h00 – 18h00

Sauf autorisation exceptionnelle en cas d'urgence. Prévenir le maître d'ouvrage

4.3.2 Badges

Néant

4.3.3 Conditions d'accès et d'accueil + signalisation

Il n'est pas prévu de gardiennage de chantier.

Seules les personnes habilitées pourront accéder au chantier, les intérimaires seront enregistrés sur le registre du personnel, informés et formés des risques liés à leur fonction.

4.4 CIRCULATIONS INTERIEURES

4.4.1 Circulations (VL, PL, Engins, Piétons...)

- Les voies de circulation des véhicules entreprise seront maintenues en bon état durant la durée du chantier.
- Les engins et camions de transport doivent impérativement être équipés de Klaxon de recul.

4.4.2 Parkings, stationnements

Les zones de stationnement et de parking seront matérialisées sur le PIC (Plan d'Installation de Chantier). Ce plan devra être validé par le coordonnateur SPS.

4.4.3 Signalisation

Signalisation des accès :

- une pré signalisation sur la voie publique de part et d'autre de chaque entrée au chantier. **Cette signalisation sera réglementaire, et sera mise en place après accord du gestionnaire de la voirie publique concerné.** Elle sera mise en place par le titulaire du lot Gros œuvre - VRD.
- Des panneaux « chantier interdit au public » et « port du casque obligatoire » seront posés à chaque accès.

Signalisation des zones de stockage :

Les stockages s'effectueront sur la zone de chantier. Ce stockage sera matérialisé et balisé.

Signalisations des points particuliers

Tous les points présentant un risques seront balisés, notamment les tranchées lors des travaux de VRD.

4.5 INSTALLATIONS DE CHANTIER

Lors de l'installation de chantier le titulaire du lot gros œuvre, aura en charge la mise en place d'un panneau de chantier suivant modèle décrit dans le CCTP de ce lot rubrique 2.03. Il reprendra les mentions de financement et la liste des intervenants sur le site.

4.5.1 Cantonnement

1. Locaux communs, sanitaires :

Un local de 20m², servant de salle de réunion et de présentation des échantillons sera implanté dans l'emprise du chantier, ce local devra être équipé de table et de chaises en nombre suffisant et sera chauffé durant la période hivernale. Il sera équipé d'armoires de rangement fermant à clé destinées aux dossiers et échantillons ainsi que d'un tableau d'affichage, il sera également équipé d'un téléphone fax relié au réseau France télécoms. Il sera éclairé, et équipé de casques pour les visiteurs.

Deux blocs WC (1 hommes et 1 femmes), avec douche et production d'eau chaude, raccordé au réseau existant, seront également mis en place sur le chantier, ces locaux devront être éclairés et chauffés en période hivernale leur entretien incombe au lot gros œuvre pendant toute la durée du chantier.

Un vestiaire avec armoires et patères (chauffé et éclairé), équipé d'un coin douche et de lavabos raccordé aux réseaux (1 lavabo pour 10 personnes).

La mise en place de réfectoire se fera en cas de besoin si des entreprises expriment le souhait de prendre les repas sur place.

Les dépenses de consommations seront imputées au compte prorata géré par le lot Gros Œuvre.

Une trousse complète de premier secours sera disponible sur le chantier.

4.5.2 Branchements chantier

1°) – Eau potable :

L'entreprise de Gros œuvre aura à sa charge, l'installation d'eau potable, bloc sanitaire ainsi que tous les branchements en canalisations souples en tranchée hors gel, tous robinets d'arrêts nécessaires et compteurs. Les consommations seront imputées au compte prorata.

2°) Electricité, branchements, éclairage, distribution int. Cantonnements :

Le branchement principal est à la charge du lot gros œuvre.

Les branchements secondaires seront assurés, à l'aide d'armoires de distribution avec arrêt d'urgence et prévoira l'éclairage des circulations horizontales et verticales.

Les coffrets de chantier seront disposés de telle sorte qu'aucun poste de travail ne soit distant de plus de 20 mètres de ces coffrets. Ces installations seront contrôlées par un organisme agréé, les rapports de vérification seront disponibles sur le chantier.

3°) Assainissement :

➤ Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants et dans l'environnement, des produits de lavage, de vidange des lubrifiants ou carburants seront interdits formellement.

4.5.3 Conditions d'enlèvement des déchets

Chaque entreprise est chargée de l'enlèvement de ses propres déchets journallement.

Les déchets de toute nature devront être évacués vers une décharge agréée.

L'entreprise fournira la preuve qu'elle a confiée ou éliminée les déchets de manière conforme à la loi en fournissant les bordereaux de suivi au coordonnateur.

Aucun déchet ne devra joncher le sol.

En cas de carence, le maître d'œuvre se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir aux frais des entreprises défaillantes, une entreprise de nettoyage extérieure.

4.6 PLANNING PHASAGE

4.6.1 Planning contractuel

Un planning sera établi et transmis aux entreprises par le maître d'œuvre.

4.6.2 Mode opératoire général

Les entreprises devront définir dans leur PPSPS, les mesures qu'elles souhaitent mettre en œuvre pour réaliser leurs travaux. Leurs modes opératoires et moyens de prévention.

4.6.3 Contraintes d'approvisionnements

Chaque entreprise devra informer ces fournisseurs et transporteurs des différents accès de chantiers. Ceci pour ne pas causer de gêne aux riverains.

4.7 CONTRAINTES LIEES AU SITE

4.7.1 Réseaux enterrés

Avant toute intervention, un repérage des réseaux, ainsi que les vannes d'isolement sera réalisé en présence des concessionnaires

Lorsque les travaux doivent être effectués au voisinage de canalisations ou de réseaux souterrains, le parcours de ceux-ci doit être balisé de façon visible à l'aide de pancartes, banderoles, fanions, peintures...

4.7.2 Réseaux aériens

En cas de présence de réseaux aériens dans l'emprise du chantier, ceux-ci devront faire l'objet d'une attention particulière : dépose, coupure, dévoiement, limite d'action... suivant l'intervention.

4.7.3 Voisinage

- Les travaux sonores devront respecter la réglementation en vigueur.

4.8 MANUTENTIONS ET APPROS

- Privilégier toutes les manutentions mécaniques avec leur moyen approprié.
- Les matériaux seront conditionnés en palette, conteneur, ou fardeau.
- Chaque chauffeur d'engin devra posséder une autorisation de conduite.
- Il n'est pas prévu la mise en commun des moyens de levage entre les différents intervenants du marché de travaux qui s'inscrivent dans le cadre de l'opération.
- Afin de prévenir les risques qui pourraient naître d'une éventuelle interférence entre les engins de levage de différents marchés de travaux, l'entrepreneur communiquera au plus tôt au maître d'œuvre et au coordonnateur sécurité le plan où figurent les jours d'évolution des différents appareils de levage qu'il compte mettre en œuvre.

4.8.1 Grues mobiles

- L'utilisation de grues mobiles en crête de talus ou sur plate forme soutenue par un ouvrage de soutènement est interdite, si elle n'a pas fait l'objet de justificatifs de stabilité basés sur une étude géotechnique détaillée.
- Elles seront équipées également d'un dispositif de contrôle d'état de charge.
- L'entrepreneur transmettra au coordonnateur de sécurité le dernier compte rendu d'épreuves et de contrôles techniques réalisés conformément à l'arrêté du 9 juin 93 pour chaque appareil de levage dès sa mise en service.
- En outre, l'entrepreneur devra pouvoir présenter au coordonnateur de sécurité les certificats d'entretien et registre de sécurité, établis conformément à la réglementation pour chaque appareil de levage.

L'entrepreneur devra préciser, lors de l'élaboration du PPSPS, les conditions d'utilisation des engins de levage pour les autres corps d'état, en y indiquant notamment :

- La personne désignée pour assurer les manœuvres,
- Les conditions d'ancrage des charges.

4.8.2 Grues à tour

L'implantation ou l'équipement technique de toute grue à tour devra permettre :

- Les assises de voies de grues devront faire l'objet d'une note de calcul qui sera transmise au coordonnateur SPS.
- D'interdire le survol, par une charge suspendue, de toute voie publique et de tout secteur d'habitations.
- D'éliminer ou de maîtriser les zones d'interférences entre grues à tour et autres superstructures (voir la circulaire du 09/07/87 et la note technique du 06/03/91).
- D'assurer la « mise en girouette » de la flèche de grue, pour le cas de vent excessif ou pour les périodes d'inactivité sur le chantier (nuit, week-end, etc...).

L'entrepreneur devra préciser, lors de l'élaboration du PPSPS, les conditions d'utilisation des engins de levage pour les autres corps d'état, en y indiquant notamment :

- La personne désignée pour assurer les manœuvres,
- Les conditions d'ancrage des charges.

4.9 PROTECTIONS COLLECTIVES

4.9.1 Principes généraux

- La protection collective sera préférée à la protection individuelle.
- Ces protections seront à la charge du lot gros oeuvre, celui-ci devra fournir un responsable de chantier ainsi qu'un numéro de téléphone joignable 24h/24, 7j/7j, en cas de défaillance des protections collectives, et de sa maintenance.
- Les protections collectives sont toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux entrepris par l'entrepreneur.
- Les protections collectives ne peuvent être déposées que dans les cas suivant :
 1. Après la disparition du risque, liée à l'avancement des travaux
 2. Après la mise en place de la protection collective définitive prévue au projet
 3. Après la mise en place d'un autre dispositif d'une efficacité au moins équivalente.

4.10 PROTECTIONS INDIVIDUELLES

- L'ensemble du personnel accédant au site de travaux devra porter l'équipement minimum (casque, botte ou chaussures, gilet de classe 2 de sécurité cas de travaux sur voie circulaire).
- Toutes les entreprises désignées comme sous traitantes veilleront à l'équipement et à l'utilisation des protections individuelles adaptées à leur activité.

5 INTERFERENCES / CO-ACTIVITES

5.1 GESTION DES ALEAS

En cas de problème entre les entreprises, une conversation sera engagée.

Dans le cas de changement d'un mode opératoire, l'entreprise fournira une annexe à son PPSPS avant son intervention.

Le nouveau mode opératoire devra être harmonisé par le coordonnateur.

Le planning et phasage des travaux devront impérativement éviter les travaux superposés à risques.

Dans le cas où des phasages ne seraient pas respectés pour des raisons inconnues à ce jour, des protections supplémentaires seront demandées par le coordonnateur.

5.2 SALUBRITE DU CHANTIER

Les entreprises devront tenir le chantier en bon état de propreté et de salubrité.

L'entreprise du lot gros œuvre, devra s'assurer du nettoyage et de la désinfection quotidienne des blocs sanitaires.

Le matériel sera correctement rangé et n'encombrera pas la zone chantier.

Dans le cas où le chantier ne serait pas nettoyé régulièrement, le maître d'œuvre, sur son initiative ou à la demande du coordonnateur, si la sécurité du chantier est mise en cause, se réserve le droit de faire intervenir une entreprise à la charge de l'entreprise déficiente.

6 DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR CORPS D'ETAT

1.1 HABILITATIONS, PERMIS ET AUTORISATIONS SPECIFIQUES

Toute personne intervenant sur des appareils, des engins ou du matériel sur lequel une habilitation est demandée, devra à tout moment pouvoir la justifier.

Nota : Nouveau décret n°2004-924 du 1^{er} septembre 2004, modification de la réglementation des travaux temporaires en hauteur.

Rappel des protections collectives et autres principales prestations dues par les entreprises.

Attention important

Les protections collectives devront rester en place jusqu'à la fin des travaux TCE.

ECHAFAUDAGES

Les échafaudages fixes doivent satisfaire aux dispositions du nouveau décret n°2004-924 du 1^{er} septembre 2004.

Chaque entreprise est tenue de fournir ses propres échafaudages.

Echelles

Les échelles seront munies de tampon caoutchouc en pied, seront attachées en tête et devront obligatoirement dépasser d'une longueur suffisante pour la zone à atteindre.

Nous rappelons que les échelles ne sont pas des postes de travail.

Balisage

Les entreprises effectuant des travaux en hauteur devront baliser leur zone de travail par la mise en place au sol de rubans de signalisation fixés sur des potelets lestés.

7 PPSPS

- Les entreprises devront participer à une inspection commune avec le coordonnateur avant la remise de leur PPSPS.
- Le lot Gros œuvre participera à une inspection commune avec le coordonnateur dès sa désignation et sans attendre l'ordre de service.
- Nous rappelons aux entreprises que le PPSPS doit être rédigé par le personnel d'encadrement de chantier et qu'il est spécifique à chaque chantier. Il doit comporter la liste nominative du personnel travaillant sur le chantier (lutte contre le travail clandestin).
- L'intervention sur le chantier ne peut se faire qu'après harmonisation du PPSPS par le coordonnateur.
- Dans le PPSPS présenterons l'analyse des tâches et les modes opératoires qui sont à réaliser avec la mise en évidence des risques et des mesures prises par l'entreprise pour éliminer le risque.

Les différentes phases de travaux et les modes opératoires seront présentés sous forme de schémas.

- Nous rappelons aux entreprises que le PPSPS doit être présent sur le chantier et qu'il doit être communiqué au personnel de chantier.
- Avant intervention sur le chantier et après que le PPSPS ait été harmonisé par le coordonnateur, l'entreprise organisera une réunion avec le personnel qui interviendra sur le chantier pour lire et commenter le PPSPS et le faire signer – le coordonnateur sera informé de cette réunion et pourra y participer.

Obligations des prestataires de service :

- Réalisation, avant toute intervention de l'accueil de ce prestataire par l'entreprise qui l'emploie et qui lui remet **les consignes générales de sécurité** établis pour l'opération.
- S'agissant d'un fournisseur occasionnel, l'accueil pourra être remplacé, à minima, par l'inclusion dans le bon de commande **des consignes générales de sécurité, d'un plan d'accès au chantier et lieu de livraison assorti de toutes consignes utiles liés** à la nature même de la livraison.
- La fiche d'accueil, signée des parties, sera établie et transmise, en copie sous 48 heures, au coordonnateur S.P.S.